

Les Jurassic parcs éoliens : petits arrangements entre amis

Par [Ludovic Grangeon](#) , Partenaire fondateur de « Parménide »
vendredi 16 novembre 2012 06:31



- La fortune de Paris Mouratoglou, "tycoon" de l'énergie verte, est estimée à 700 millions d'euros
- **La filière éolienne, « composante des énergies renouvelables, créneau de création d'emplois », émet des signaux de détresse croissants.** Aucun pays n'échappe à l'art du grand écart : entre discours officiel sur « l'espoir » des énergies renouvelables sans cesse reporté, et finances publiques en crise. Pas un seul ne peut continuer à subventionner à perte un système qui ne marche ni au niveau technique ni au niveau économique.
- Bien pire, en temps de crise, grâce à l'impôt sur des familles souvent modestes, des fortunes privées colossales et discutables ont vite asséché le filon. Paris Mouratoglou [fondateur de SIF Energies Nouvelles, devenu EDF Energies Nouvelles, NDLR] a

accumulé une fortune personnelle de 700 millions euros en quelques années, imité par d'autres, comme les familles Gruy ou Germa. Parmi les constructeurs éoliens emportés par cette spéculation, pas un seul n'échappe à des indices évidents de chute accélérée vers un effondrement prochain, amorcé depuis le printemps 2012. L'exception française ne pourra rester longtemps dans le déni, notre nouveau sport national.

-
- Tout ce système est financé en France par une sorte de taxe fourre-tout et injuste prélevée sur le seul consommateur : la CSPE. Depuis 2006, la Cour des Comptes et le Conseil d'Etat répètent que la CSPE est un impôt « innommé » qui ne pourra continuer à échapper au contrôle du Parlement. Seule une poignée d'emplois précaires ou temporaires ont été créés dans des statistiques peu officielles variables et sujettes à caution, au prix de dégâts collatéraux soigneusement étouffés. Des appuis inexplicables couvrent le choix du pire procédé des grands mâts à hélices face à de nombreux autres plus fiables, et le présentent comme « propre », alors qu'il en est très loin.
-
- Ce procédé mastodonte permet de jouer en quantité avec les « certificats carbone » et les « certificats d'énergie renouvelable » dont les mystérieux mouvements permettent aux pollueurs de continuer à polluer grâce aux éoliennes, tout en multipliant leurs profits déjà très élevés. Les dégâts environnementaux et collatéraux sont énormes. (terres rares, fondations pérennes, affections dues au bruit, dépréciations immobilières considérables, secteur BTP local, pertes fiscales, etc...)

Mais sur le fond, aucun débat démocratique n'a eu lieu, alors que près de la moitié du territoire français est concernée, que chaque opération d'éolienne nouvelle ampute la France de l'équivalent d'un arrondissement de Paris, tout cela au prix d'une augmentation considérable de l'électricité. Bizarrement, le lancement de ces opérations s'est exercé contre l'avis de l'Autorité de régulation, la CRE, sur décision spéciale du ministre, dans des relents peu limpides. Il en a été curieusement de même dans plusieurs autres pays. Ainsi qu'on l'a vu dans d'autres scandales récents, un lobby industriel a investi les technostructures de Bruxelles, puis il a réussi à imposer un système aux pays européens sans aucun débat démocratique. On retrouve les mêmes argumentaires dans les dossiers des promoteurs de tous pays. Les profits accumulés sont tels et si peu transparents, que les soupçons de corruption à grande échelle sont renforcés, comme le soulignait une émission de radio sur une chaîne nationale.

De toute l'Europe, les messages négatifs affluent : Espagne, Portugal, Grande Bretagne, Allemagne, USA : il n'est pas un seul pays où le gouvernement ne sait plus comment se dépêtrer de ce dispositif absurde. Aux USA, les deux candidats n'ont pas remis en question la suppression des aides (PTC) par le Congrès dès fin 2012. Depuis janvier 2012, le ministre espagnol de l'énergie José Manuel Soria a confirmé l'arrêt de tout soutien à ce secteur. Plusieurs collectivités locales, comme Albacete, n'ont droit qu'à un service minimum, dans l'impossibilité de payer leur note d'énergie. Sur injonction de Bruxelles et du FMI, le Portugal a stoppé toutes les licences depuis mi 2011.

Les recours contre les aides se multiplient en Allemagne comme en France. Depuis l'année dernière, le gouvernement britannique connaît une grave crise interne à propos du financement de l'éolien avec l'appel solennel de 100 députés de la majorité pour l'arrêt immédiat du système éolien. Le nouveau ministre de l'énergie, John Hayes, a publiquement déclaré sa décision d'arrêter tout nouveau projet éolien. David Cameron a dû tenir plusieurs réunions de crise avec les compagnies d'électricité pour tenter de limiter une hausse des tarifs de 40 % sur

deux ans. C'est probablement cette série d'évènements qui provoquera l'effondrement des dominos. L'appât illimité du gain a asséché toute capacité de recherche et d'innovation, ainsi que toute responsabilité sociétale.

Non seulement ce secteur n'a créé que 10 % des emplois prévus, mais chaque nouvel emploi « vert » supprime 3.7 emplois dans l'économie classique, ainsi que le démontre l'excellente étude de [Verso Economics](#) à partir de l'expérience écossaise, pourtant la plus volontaire.